

Souveraineté numérique: tous les acteurs sont appelés à agir

Qu'entend-on par souveraineté numérique? Jusqu'à quel point l'administration publique doit-elle agir seule? Et quel rôle les normes doivent-elles jouer dans ce contexte? Autant de questions qui ont été discutées sous l'angle de la science, de l'économie et de la Confédération à l'occasion de la soirée eCH 2023.

La souveraineté numérique s'est invitée à l'ordre du jour des politiques. Un enjeu encore ravivé par l'agression de l'Ukraine. Ce que n'a pas manqué de rappeler Peppino Giarritta, président de l'association eCH, dans son allocution lors de la soirée eCH 2023 à Berne. «Les questions relatives à l'action autonome dans le monde numérique n'ont jamais été aussi importantes». Tous les acteurs sont appelés à agir: à eux de s'interroger sur la façon dont ils souhaitent contribuer à façonner ce monde. Giarritta n'a pas manqué de souligner l'importance de disposer d'un socle commun: «La souveraineté numérique ne saurait être réalisée sans une normalisation cohérente».

Il n'y a rien de nouveau à ce que les entreprises cherchent à fidéliser leur clientèle, a constaté Matthias Stürmer de la Haute école spécialisée bernoise (BFH). Le vendor lock-in est une pratique que l'on observe depuis les années 90. Or, ces derniers temps, l'on a assisté à une forte hausse de la concurrence autour des données. L'approche adoptée par les grands noms de la tech n'est pas sans rappeler le mode opératoire des anciennes puissances coloniales en Afrique. Ils ont ainsi fait main basse sur des ressources à bas coût pour ensuite les revendre, accumulant ce faisant richesse et pouvoir. Ils ont jeté un voile sur les problèmes réels au nom de leur colonialisme des données en prétextant n'avoir pour seule intention que la communication. «En procédant de la sorte, ils ont réduit la liberté de choix des utilisateurs», a fustigé Stürmer. «La dépendance devient un corset».



Lors de la soirée eCH 2023 à Berne, les enjeux de la souveraineté numérique étaient au centre des débats.

Davantage de transparence dans les propres solutions

Dans les projets informatiques, l'important est de trouver un juste équilibre entre commodité et indépendance, a poursuivi le directeur de l'Institut for Public Sector Transformation de la BFH. Un Public Cloud d'un Hyperscaler, par exemple, est rapide à déployer, facile à faire évoluer et relativement peu onéreux à court terme. À long terme cependant, il peut être intéressant pour les administrations d'investir dans leurs capacités informatiques internes et de développer leur propre solution. Elles pourraient ainsi se prévaloir d'une plus grande marge de manœuvre et bénéficier au final d'une bien meilleure protection des données conjugée à une plus grande transparence.

Matthias Stürmer s'est déclaré fervent partisan des normes. Leur prise en compte dans les appels d'offres informatiques devrait être systématiquement exigée, a-t-il jugé. Les normes sont précieuses pour établir des comparaisons entre différentes prestations et sont un gage d'interopérabilité. «On aura beau élaborer toutes les stratégies possibles et imaginables, si les serveurs ne fonctionnent pas, cela ne servira à rien». L'universitaire a bon espoir qu'une norme de souveraineté numérique aboutira à une compréhension commune et claire du terme. La liberté de choix des prestataires doit être renforcée. Les possibilités de changer et de diffuser les connaissances technologiques devraient être plus nombreuses. «La résilience s'en trouverait renforcée».

La Confédération a adopté une approche hybride

«Nous n'avons pas besoin d'être autosuffisants», a souligné Erica Dubach, directrice TI (Transformation et interopérabilité) et directrice adjointe DTI (Transformation numérique et gouvernance de l'informatique) auprès de la Chancellerie fédérale. «Nous devons parvenir à l'interchangeabilité». L'Open Source et les normes sont appelés à jouer un rôle à cet égard. Si la Confédération dispose en interne d'une remarquable expertise, elle n'en a pas moins besoin de partenaires de qualité. Une approche hybride se révèle bien souvent plus judicieuse. Et Dubach d'évoquer la Stratégie d'informatique en nuage de l'administration fédérale. Celle-ci s'appuie sur ses propres centres de données et sur des Private Clouds propres à la Confédération. Toutefois, elle autorise aussi, moyennant un processus d'évaluation approfondie des risques, le recours aux services de cinq fournisseurs externes. Il s'agit en principe de créer des solutions conviviales et de se ménager des

stratégies de sortie, a expliqué Erica Dubach. L'objectif est la flexibilité à l'avenir: «Nous devons jeter les fondations techniques propres à nous permettre d'apporter la souveraineté».

Répondre aux attentes de la société et de l'économie

Les Hyperscalers présentent des avantages certains, s'est félicité Marc Holitscher, National Technology Officer chez Microsoft. La sécurité en fait notamment partie. «Lorsque l'on exploite une architecture mondiale, on est amenés à identifier des scénarios de risque qui passeraient inaperçus autrement». Selon lui, c'est là un aspect qui est devenu plus important. Avec le retour de la guerre en Europe, un scénario longtemps impensable est redevenu réalité. Dans les projets informatiques, il convient de trouver le juste équilibre entre enjeux sociétaux et avantages économiques. De tels processus prennent du temps. Les différents acteurs seraient bien avisés de discuter sur la base de faits, sans se laisser dicter leurs décisions par leurs émotions. «À eux de trouver un langage commun», a exhorté Holitscher. C'est là une formidable opportunité qui s'offre aux organismes de normalisation. En investissant en Suisse, l'entreprise Microsoft apporte sa pierre à l'édifice. «Nous traduisons les exigences en architectures techniques». Le membre de la direction de la société a consenti que certaines données ne devraient pas être gérées dans un Hyperscaler Cloud. Mais les données en question ne représentent qu'un pourcentage à un chiffre.

Dans un autre Cloud en fonction du niveau

Au moment d'identifier les données critiques, la Chancellerie fédérale passe au crible chacun des cas de figure identifiés, a assuré Erica Dubach. Elle peut compter pour ce faire sur une grille de répartition des données entre les différentes solutions d'informatique en nuage. Celles de Meteosuisse peuvent par exemple être hébergées dans le Cloud d'un Hyperscaler, celles de l'Office fédéral de la police Fedpol sur une solution dédiée.

La gestion de données particulièrement sensibles implique un haut niveau de compétence professionnelle, a indiqué Matthias Stürmer, qui dirige les travaux du Groupe parlementaire pour un Numérique Responsable (Parldigi). Lorsque la Confédération opte pour l'externalisation de processus informatiques, elle devrait, autant que faire se peut, recourir à des produits interchangeables. «Or, les sociétés de la tech intègrent bien souvent des fonctionnalités qui favorisent la dépendance.» L'interopérabilité et des formats de données constituent une parade pour s'en prémunir. Microsoft s'emploie à fournir des preuves et met

des méthodes à disposition, a souligné Marc Holitscher. Il appartient aux autorités d'évaluer les différents risques

Dubach: «Il nous faut trouver un consensus»

«N'existe-t-il pas un risque que les efforts déployés en matière de souveraineté numérique arrivent trop tard ?», a interrogé l'animateur du débat, Michel Geelhaar, associé chez Federas Beratung. La Suisse a des avantages concurrentiels à faire valoir, a tenu à souligner Marc Holitscher. Elle peut compter sur des technologies clés pertinentes et une capacité à les mettre en œuvre de manière ciblée.

Matthias Stürmer a déploré que l'administration publique ne se soit pas penchée sur la question un peu plus tôt en créant deux ou trois postes à cet effet par exemple. «Elle devrait intervenir de manière plus active et changer la donne sur le marché». Pour ce faire, il lui faudrait engager des spécialistes capables de faire avancer la question. La technologie évolue à vive allure, a reconnu Erica Dubach. Elle soulève des questions éthiques et juridiques. Les professionnels de l'informatique et la société devraient entamer un dialogue, comme cela est le cas pour les enjeux relatifs à l'agriculture. Pour espérer atteindre un certain niveau toutefois, il faut encore que le grand public soit mieux sensibilisé à ces questions. «En tant que pays, il nous faut trouver un consensus quant à ce que nous voulons en matière de souveraineté numérique.»

Le nouveau groupe spécialisé eCH «dans les starting-blocks»

Depuis les années 50, le secteur de l'informatique a connu un développement exponentiel, a également rappelé M. Holitscher, membre de la direction de Microsoft. Un développement difficile à suivre. Un fossé est en train de se creuser entre ceux qui savent et ceux qui s'en désintéressent. «Il faut, pour le combler, disposer de ressources.» Matthias Stürmer en appelle aux représentants de la communauté informatique présents sur place. «Nous avons tous les moyens d'agir, nous avons tous une part de responsabilité.» eCH est sur le point de mettre sur pied un groupe spécialisé Cloud. «Nous sommes dans les starting-blocks», a fait savoir le président Peppino Giarritta aux personnes présentes. Des représentants et représentantes des milieux scientifiques, économiques et administratifs vont être conviés à prendre part aux travaux du groupe.

Eveline Rutz, journaliste freelance. Le présent texte est une commande de l'Association eCH.

eCH conçoit des normes dans le domaine de la cyberadministration. Dans un souci de rendre plus efficace la collaboration entre les autorités, les entreprises et les particuliers. eCH met l'accent sur la coopération entre partenaires privés et publics. Les groupes spécialisés veillent à ce que les normes soient élaborées avec une grande qualité, libres de tout intérêt personnel.